

# Un enseignant négligé

Par DOUANLA FABRICE



Il est déplorable de produire pour tous et être séquestré au moment du repas. Tu mérites toi aussi une vie pleine de respect.

Je m'appelle Fabrice et mes apprenants m'appellent « CHANDEL ». Je suis le fils d'un père enseignant et d'une mère ménagère. Mes études primaires, secondaires et supérieures difficiles ont laissé en moi les marques d'une personne créative et déterminée. Les difficultés économiques d'un papa enseignant n'a pu refouler en moi le désir de transmettre des connaissances. Il était au fil du temps devenu violent et sa rigoureuse attitude connectait avec nos difficultés économiques et sociales. Les difficultés de se nourrir de façon équilibrée animaient nos espoirs de survie. Malgré que la jeune mère s'infligeait des aptitudes psychomotrices inacceptables pour camoufler l'écart qui existait entre l'enseignant et la vie sociale des personnes dont le métier avait totalement trahi leur avenir. Moi petit enfant, j'ignorai humblement que mon pays n'avait aucun respect pour les dieux de la craie qui arrose toutes les plantes du territoire national. Une servitude étalée sur plus de 35 ans de services sans réalisation, sans investissement anthropique à cause d'une politique de rémunération qui met au bas de l'échelle des seigneurs de la craie.

Comment comprendre qu'un instituteur d'enseignement technique ne perçoit qu'une somme inférieure ou égale à 250000fcfa après 30 ans de services et plusieurs nominations ? Cette question met en exergue plusieurs autres questions qui s'investissent sur le statut et le profil de carrière des enseignants. Car, lors de ma fin de formation à l'ENS, les enseignants sur le terrain étaient aussi minces que nous stagiaires.

Déployer sur le terrain en 2018 par le ministère de tutelle sans frais de relèves, ni logement, ni salaire pour une réponse mentale fine dont la déontologie et la docimologie m'obligeaient. Les sentiments d'engagement et de participation dans la construction d'un Cameroun émergent en 2035 faisaient de moi un enseignant engagé vers le développement de mon pays. A ma grande surprise, les deux années suivantes n'ont appris que les situations misérables que déplorait mon père étaient de fond et de forme vérifiables. J'étais moi aussi déjà plongé dans ce tombeau d'espoir sans comprendre pourquoi les fonctionnaires de

Yaoundé refusent de traiter mes dossiers. Le dépôt répété de ce dossier d'intégration me permis de croire que le tribalisme étatique était fonctionnel dans mon pays alors que les conflits à l'extrême-Nord et au NOSO fragilisent énormément le vivre ensemble des citoyens.

Pourquoi autant entraves à l'intégration nationale peuvent s'infliger au corps enseignant ? Sont-ils des étrangers ? Auraient-ils choisi le métier attribué aux maux tels que la honte, la pauvreté, la mendicité, la corruption, la clochardisation, l'abandon, la destruction, le désespoir et la famine ? Aidez- nous !

Je suis devenu comme cet enseignant qui travail sans profil de carrière, sans respect social ni cadre juridique normal et applicable avec effet financier. Cette situation me laisse pantois et ma réalité serait l'apanage de 90000 enseignants. Comme un goutte d'eau qui a dépassé le vase, tous les enseignants se sentent impliqués de manière directe ou indirecte dans cette situation déplorable qui persiste depuis plus de 03 décennies. Sans toute fois attendre, un mouvement d'humeur s'est mis en marche pour déplorer les souffrances des enseignants dans un slogan OTS (on a trop supporté).

Ce mouvement est né des revendications des seigneurs de la craie, dans un cadre responsable et calme pour demander à l'Etat de libérer ce corps de métier. Ils réclament une panoplie de revendications telles que le paiement des complément de salaire, la paiement immédiat des rappels pour tuer de manière efficace le système 30% instaurer à Yaoundé depuis plusieurs décennies, la révision et l'application avec effet immédiat du statut particulier des enseignants, l'augmentation des salaire à travers la hausse des prime à savoir la prime du logement, les primes trimestrielles, les suggestions des animateurs pédagogiques, les primes de documentation, d'évaluation, de correction , du port de blousse et de la chaussure cirée ... Il est conscient de relever que le mouvement OTS a permis aux enseignants du primaire de rejoindre ceux du secondaire. Car dit-ils « trop c'est trop ».

Je suis un camerounais qui a peut-être eu la mal chance de devenir enseignant. Mais je reste déterminer dans l'exercice de ma fonction tout en appliquant responsabilité et vigilance face aux respects des lois de la République. J'ai mal de savoir que même le chef de l'Etat ne comprend pas de manière directe ce fléau social. Une bombe à retardement qui caractérise l'éducation de chez-nous. Je n'ai pas eu la chance d'être passé par L'ENAM pour devenir administrateur dans un pays où l'éducation et la formation passent après toute chose. Enseigner ayant en même temps la faim et les vertiges. Former le plus longtemps possible pour avoir une retraite misérable. Toujours vouloir faire des efforts dans un pays qui avait depuis mis l'enseignant en arrière plan. Se former à ENS, ENSET, ENIEG, ENIET et être déployé à l'arrière pays sans encadrement. Pourquoi un enseignant devrait exercer en milieu rural sans suivie ? Est-il possible de travailler pour ne recevoir que 2/3 de son salaire mensuel ? Pourquoi sont-ils des sacrifier de la République ? Aurais-je des réponses aux questions de mes enfants ? Qui serai-je demain ? Des questions comme celles-ci laissent tous les enseignants dans un refuge de prise de conscience. Cette charge mentale qui pourrait se traduire par une volonté de réponse face à l'entourloupe gouvernementale, serait dans une mesure la volonté du peuple souverain. Celui-ci dans ses droits régaliens peut se permettre de dire « trop c'est trop » « On a trop supporté ».

L'Etat désigne l'ensemble des populations vivant sur un territoire délimité par des frontières et défini par la loi. C'est aussi un ensemble des populations responsables d'un territoire qui transmettent leurs pouvoirs auprès des dirigeants qu'ils ont choisi. De ces deux définitions, il en ressort les devoirs de l'Etat envers son peuple. De la civilisation égyptienne à celle européenne en passant par les Grecs et les Romains, l'éducation du peuple était une priorité absolue. Il est aussi vérifiable que l'ancien président Ahmadou Ahidjo reconnaissait la place et la valeur de l'enseignant dans la santé d'un pays. Il est déplorable et même inconsommable de reconnaître que la valeur de l'enseignant est devenue prescriptible dans

notre pays. Si les détenteurs du pouvoir n'en éprouvent aucun intérêt, ces derniers peuvent se permettre de traiter des policiers, des préfets et sous-préfets comme des seigneurs au détriment de leurs formateurs appelés enseignants. Pourquoi un ministre se permet d'envoyer un sous-préfet intimider les enseignants dans leurs lieu de service ? Y a-t-il un rapport de vraisemblance entre un sous-préfet et un enseignant ? Qui peut sensibiliser qui ? A-t-il oublié que les leçons administratives leurs sont transmises pas des enseignants ? Cette situation laisse croire un gouvernement fou qui ne pense qu'à mastiquer le savoir et l'intelligence de la jeunesse. Qui suis-je devenu, pauvre enseignant.

Il est vrai que le gouvernement a fait des efforts face à ce gigantesque problème. Mais il me revient de souligner que les réactions du Président de la République étaient politisées ; alors qu'il s'agissait d'une revendication purement civile et directe. Causée par la génération qui nous gouverne. Je cris quand je constate que dans ce pays, l'enseignant est moins important aux yeux des personnes qui se réclament d'être nés ministre, préfet, sous-préfet, Délégué et même proviseur ou directeur. Car ils disent des cochonneries à l'endroit des enseignants sous la pression politique et l'égoïsme du poste.

Bientôt un mois sans enseignement et toujours aucune solution concrète. Les responsables du gouvernement se plaisent dans une situation dévastatrice où les jeunes ne réclament rien d'autre que les enseignements. Comment comprendre que la vraisemblance du bulletin de solde était disponible depuis le 22 mars ? Pourquoi ce gouvernement manipule cette réalité. Les enseignants ont travaillé pour un salaire où ce dernier ne payait que 2/3 après plusieurs années. Aujourd'hui, ils ont reçu ce reliquat et les membres du gouvernement se permettent de dire à la télévision qu'ils ont augmenté le salaire des enseignants ? Sont-ils réellement au courant des revendications ? Sont-ils vraiment des camerounais ? Qui gouverne le Cameroun ? Cette réalité augment les inquiétudes de ce gouvernement face à son peuple. Cette situation pourrait laisser croire que le hard power appliqué aux enseignants par

les membres du gouvernement devrait se répondre par une sention similaire. Or, les cacophonies des paroles de nos gouvernants laissent comprendre qu'ils sont installés dans des chefferies. Mais des personnes averties restent prudent et notent que l'enseignant est le dieu de la construction. Il ne saurait construire et détruire en même temps. C'est la raison pour laquelle il respecte la paix et la stabilité tout en demandant aux détenteurs du pouvoir de leur restituer les valeurs et les mérites dont il a toujours mérité.

Le chef de l'Etat son Excellence Paul Biya ne saurait rester indifférent face à l'instrumentalisation et la guerre économique déclarée aux enseignants par ses collaborateurs. Il est la seule personne responsable de l'intégrité nationale de son peuple. Par conséquent, il a le devoir de réponse, de façon excellente aux problèmes ci-dessus de manière à éliminer de façon définitive, l'appétit de la clochardisation des enseignants dans son pays. Vous avez le pouvoir et les moyens. Monsieur le président est un père de famille, un model en éducation et en formation. Il ne pourrait jamais permettre que son gouvernement soit assimilé au gouvernement de Louis XVI avec Marie Antoinette. De ce fait, je fais et je ferai toujours confiance au chef de l'Etat.

Il serait important de rester optimiste face à la résolution de cette triste situation de l'enseignant camerounais. L'enseignant que je suis n'a perdu ni le sens de la transmission des connaissances, ni la rigueur dans la formation. Je suis et je resterai enseignant jusqu'à ma mort. J'aime ce métier. Je refuse de mourir comme monsieur Ahmidou du Lycée de BEKA. Je refuse d'avoir des funérailles isolées. Je refuse d'être l'enseignant là qu'un sous-préfet peut banaliser. Moi enseignant, j'ai aussi droit à une vie descente, à un traitement responsable, à un profil de carrière respecte et une retraite aménagée.

Je remercie l'ensemble des enseignants qui se battent à travers les mouvements « trop c'est trop », « on a trop supporté » pour que vive l'éducation, la formation, dans le

développement, la confiance et le respect des enseignants du terrain. En Revanche, je resterai vigilant face aux actions gouvernementales pour demeurer un enseignant actif pour un avenir constructif.

**Je suis un enseignant camerounais**